

Promouvoir l'agriculture sur la scène internationale

La force de l'agriculture européenne dépend de la reconnaissance de son identité et de ses particularités. C'est à l'Europe de montrer toute sa détermination pour défendre la place de notre agriculture sur la scène internationale.

Pour une préférence communautaire renouée

Il est essentiel de protéger le marché européen contre l'importation de produits agricoles qui ne respectent pas nos exigences sanitaires, sociales et environnementales. Il y va de notre santé, de notre environnement, de nos emplois et de notre indépendance alimentaire.

Seule une préférence communautaire renouée sera à même d'apporter ces garanties.

Partager notre modèle

Sur la scène internationale, l'Europe a une position originale à faire valoir en faisant partager sa vision et son modèle agricoles au plus grand nombre. C'est ainsi que pourront se dégager dans le monde, de grands ensembles régionaux qu'il faut encourager à s'organiser et à se protéger pour défendre leur politique agricole dans leur réalité économique et culturelle.

www.fnsea.fr

Un traitement différencié à l'OMC

L'agriculture n'est pas une activité délocalisable. Les hommes, les terroirs, les cultures ne se transposent pas. Les mouvements d'acquisitions de grandes surfaces de terres arables par certains pays sont inacceptables. L'indépendance et l'identité de chacun doivent être respectées.

Les produits agricoles ne peuvent pas être traités selon les mêmes règles que les produits industriels ou les services, à ce titre, ils méritent un traitement différencié lors des négociations à l'Organisation mondiale du commerce.



www.jeunes-agriculteurs.fr

L'agriculture, une ambition pour l'Europe

Élections européennes – 7 juin 2009

Le mot des Présidents

 **U**NE CRISE économique et financière de très grande ampleur a frappé le monde entier. Cette crise est aussi une crise morale, une crise des valeurs.

Au cœur de cette tourmente, l'agriculture apparaît comme un pôle de stabilité.

Dans l'Union européenne, 11 millions d'agriculteurs nourrissent 450 millions d'habitants. Le secteur agro-alimentaire est aussi un des premiers employeurs de l'UE. Et avec ses 170 millions d'hectares, l'agriculture occupe, entretient et anime les territoires européens.

C'est enfin un secteur de poids dans l'économie : l'Europe est une grande puissance agricole.

L'agriculture est essentielle aux équilibres économiques, sociaux et environnementaux de l'Europe.

Avec ses actifs, ses produits et ses territoires, l'agriculture mérite une politique forte qui doit être portée et défendue à tous les niveaux pour assurer le bon accomplissement de ses missions. La PAC est un outil stratégique pour y parvenir.

Les agriculteurs ont été les pionniers de l'Europe. Ils croient plus que jamais en l'Europe et sont prêts à s'investir dans sa construction. Mais ils veulent une Europe en phase avec ses réalités sociales, économiques et environnementales.

Jean-Michel Lemétayer
William Villeneuve





Trois ambitions

L'agriculture européenne s'appuie sur un modèle qui garantit la qualité, la sécurité sanitaire et l'origine des produits. Au-delà, les agriculteurs souhaitent que l'Europe affirme trois ambitions déterminantes pour l'équilibre de la société européenne et le bien-être de ses habitants.

Nourrir en qualité et en quantité

La première ambition de l'agriculture est de nourrir les populations, en quantité mais aussi en qualité, non seulement au sein de l'Union européenne mais également à l'extérieur. Alors que les crises alimentaires menacent toujours de nombreuses zones de la planète, l'agriculture européenne a vocation à participer aux équilibres alimentaires mondiaux.

Pour traduire cette ambition, l'Europe doit pouvoir garantir une alimentation de qualité, tenant compte des terroirs, des savoir-faire et des traditions. Elle doit aussi encourager une production diversifiée, dynamique, exportatrice, garante de notre souveraineté alimentaire.

Participer à l'économie durable

La deuxième grande ambition de l'agriculture européenne est de s'inscrire pleinement dans l'économie durable.

Elle y parvient à un triple titre.

Tout d'abord, en encourageant volontairement le renouvellement des générations par l'installation des jeunes. Cela permet d'apporter modernité, innovation et dynamisme à tout le secteur.

Ensuite, en adaptant ses pratiques dans le sens d'un plus grand respect des équilibres naturels et de la biodiversité. La législation environnementale européenne ne cesse de s'étoffer et concerne bien souvent au premier chef, les exploitants agricoles.

Enfin, en participant à la production de matières

premières renouvelables et d'énergies alternatives. Les biocarburants, la chimie verte et l'ensemble des productions non alimentaires sont autant d'apports de l'agriculture à l'économie durable.

Tout cela doit être encouragé, reconnu et mieux connu de nos concitoyens européens qui doivent également comprendre que des règles identiques doivent être appliquées dans ce marché unique : un produit interdit ici, ne peut être autorisé là.

Obtenir l'harmonisation des législations sociales européennes

L'harmonisation du coût du travail européen est indispensable afin d'éviter des distorsions de concurrence inacceptables pour les employeurs agricoles français. Une harmonisation des niveaux de cotisations sociales est nécessaire car elles pèsent lourdement sur les coûts de production. Par ailleurs, les prestations sociales, notamment en matière de maladie et de retraite, doivent être rapprochées.

Les priorités prônées par la stratégie de Lisbonne soulignent l'importance, en termes d'emploi et de formation professionnelle, des problématiques telles que la sécurisation des parcours professionnels, la compétitivité ou la mobilité (libre circulation des travailleurs). L'agriculture européenne doit demeurer inscrite dans ces dynamiques.

Ces divers enjeux européens mettent en exergue l'importance du dialogue social sectoriel européen. Motivés et très avancés sur ce dossier, les partenaires sociaux agricoles doivent être mieux écoutés et entendus au niveau européen.

Trois enjeux

Pour que l'agriculture européenne relève les défis qu'elle s'est fixés, plusieurs conditions sont nécessaires et qui tiennent non seulement aux objectifs fondamentaux de la PAC mais aussi au fonctionnement de l'Union européenne.

Redéfinir la politique agricole (objectif 2013)

La PAC doit préserver de véritables outils de régulation des marchés pour garantir l'équilibre entre les hommes, les produits et les territoires que le marché à lui seul ne peut assurer.

Il faut mettre en place un système de soutiens plus souple, plus réactif, plus flexible, qui permette d'aider les productions et les exploitations quand ça va mal et d'aider moins quand ça va bien.

La politique agricole doit pouvoir préserver notre modèle contre les risques de concentration des exploitations, encourager le renouvellement des générations, prendre en compte les handicaps, encourager les investissements et protéger les consommateurs.

Améliorer le fonctionnement de l'Union

Nous réclamons l'adoption du Traité de Lisbonne car pour avancer, l'Europe doit pouvoir décider : on ne fonctionne pas à 27 comme à 6.

En ce sens, la dimension politique doit pouvoir mieux s'exprimer grâce à une rénovation des institutions en veillant à ce que les pouvoirs législatif et exécutif soient mieux répartis.

La démocratie doit l'emporter sur la bureaucratie.

Déterminer un budget à la hauteur

Le budget de la Politique agricole commune est la cible régulière de nombreuses attaques. On le dit trop important.

Pourtant, si le budget de la PAC représente 43 % du budget de l'Union européenne, il ne représente que 0,5 % du PIB de l'UE.

Si la politique de la Recherche était une politique intégrée comme la PAC, son budget représenterait trois fois la PAC ; la politique de l'Éducation cinq fois, la politique de la Défense six fois.

La PAC, qui concerne 11 millions de familles agricoles, ne saurait être la variable d'ajustement des contraintes financières.

